



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

33 | 2006

Relations sociales et espace public

Liens privés et régulation de l'économie : la famille et l'institution (Paris, XIX^e siècle)

*Private ties and economic regulation: families and institutions in 19th-century
Paris*

Claire Lemerrier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1142>

DOI : 10.4000/rh19.1142

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 23-53

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Claire Lemerrier, « Liens privés et régulation de l'économie : la famille et l'institution (Paris, XIX^e siècle) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 33 | 2006, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1142> ; DOI : 10.4000/rh19.1142

Tous droits réservés

CLAIRE LEMERCIER

*Liens privés et régulation de l'économie :
la famille et l'institution (Paris, XIX^e siècle)*

Le négociant Henri Fonfrède décrivait en 1828 la chambre de commerce de Bordeaux comme un « corps entièrement isolé du commerce », une « agrégation propre aux petites intrigues »¹. Il s'agit là d'un *topos* des contemporains lorsqu'ils évoquent ces institutions économiques qui restent la plupart du temps fort discrètes. La longue méfiance française – dans les discours, sinon dans la pratique – envers les « corps intermédiaires » et la représentation organisée d'intérêts privés² est sans doute pour beaucoup dans cette assimilation fréquente chez bien des auteurs du XIX^e siècle entre cooptation, absence de représentativité, intrigues, réseaux et souvent manipulation par quelques familles. Cet envers du modèle républicain est supposé décrire sinon la réalité des institutions consulaires, ou encore des plus petites municipalités, du moins une pente dangereuse qu'elles risquent à tout moment de suivre, ce qui justifie méfiances et contrôles. Il reste à mesurer à quel point ces clichés s'appliquent réellement aux diverses institutions qui ont été créées, recrées ou maintenues après la Révolution française pour fournir à l'administration un complément d'expertise ou de représentation, sans bénéficier de la même légitimité que le Parlement pour incarner l'intérêt général. Ces institutions – locales, consultatives, peuplées de membres choisis pour leur légitimité professionnelle ou comme « notables » – sont-elles pour autant la proie de « réseaux », et si oui, dans quelle mesure, de quels réseaux et pour quelles raisons ?

Le présent article vise, à partir de l'étude d'institutions intermédiaires parisiennes, à prendre au sérieux cette question d'un éventuel contrôle de petits groupes sur des lieux de pouvoir qui se situent à la frontière du public

1. Cité dans Paul Butel [dir.], *Histoire de la Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux des origines à nos jours : 1705-1985*, Bordeaux, Chambre de commerce et d'industrie, 1988, p. 165.

2. Voir les synthèses récentes de Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004 et Steven L. Kaplan et Philippe Minard (éd.), *La France, malade du corporatisme ? XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 2004, 556 p. L'apport de ces études est discuté dans Claire Lemerrier, « La France contemporaine : une impossible société civile ? », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 52, n° 3, juillet-septembre 2005, p. 166-179, qui propose aussi une bibliographie sur la question des institutions intermédiaires.

et du privé. L'analyse est centrée sur la chambre et le tribunal de commerce, objets les plus fréquents des soupçons de confusion d'intérêts et bons symboles d'un modèle français qui, tout en niant la légitimité des corporations et syndicats, laisse finalement des pouvoirs non négligeables à des corps supposés disposer des « lumières » du « Commerce » et donc aptes à conseiller ou à juger. C'est toutefois une définition ouverte des institutions intermédiaires qui est adoptée ici. Dans le cas particulier de Paris, municipalité et conseils de la Banque de France sont inclus dans l'analyse, du fait de leurs fonctions et de leur recrutement. Ailleurs, ce seraient les prud'hommes ou les chambres consultatives d'arts et manufactures, par exemple. Ce qui est en question, c'est un ensemble d'institutions qui n'entrent pas dans une opposition binaire entre l'État ou le Parlement d'un côté, légitimés par l'intérêt général, les syndicats ou associations de l'autre (dans la mesure où ces derniers constitueraient des groupements spontanés, voire clandestins). Ces institutions interviennent, même lorsque ce n'est pas leur objectif unique ou principal, dans la régulation de l'économie, à travers l'élaboration et/ou l'application de normes, locales ou nationales. Elles participent du monde des notables, bien connus de l'histoire sociale du *xix^e* siècle³, mais dont les multiples activités semi-officielles ont plus rarement été étudiées pour elles-mêmes et pour ce qu'elles révèlent des frontières mouvantes entre public et privé, dans les discours et dans les pratiques. Si, après la Révolution, les liens privés ne peuvent plus se dire de la même façon qu'avant – tant dans les lettres de postulants à une distinction, par exemple, que dans les autobiographies, qui adoptent la rhétorique du mérite et de l'intérêt général –, il n'existe pas pour autant une sphère publique qui se serait brutalement séparée d'une sphère privée. Cela dit, le postulat dominant de cette séparation n'est pas sans effet sur les comportements.

Cinq institutions intermédiaires

Cette étude prend pour objet les membres, entre 1800 et 1871, de la chambre et du tribunal de commerce de Paris, du conseil général de la Banque de France et de son conseil d'escompte, du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine⁴. La plupart de ces hommes sont des banquiers,

3. Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, Paris, SEVPEN, 1963, xxxviii-670 p.; André-Jean Tudesq, *Les grands notables en France (1840-1849). Étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 2 vol., 1278 p.; Louis Bergeron, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*, Paris/La Haye/New York, Mouton, 1978, 436 p.; Alain Plessis, *Régents et gouverneurs de la Banque de France sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1985, 444 p.

4. Lorsque j'évoque « cinq institutions », je distingue les deux conseils de la Banque de France et je confonds conseil municipal de Paris et conseil général de la Seine (qui existent ou non, séparés ou non, selon les périodes). La définition d'une institution est ici fondée sur l'existence de membres bien distincts et de réunions séparées. La date de 1871 correspond à un important *turnover* dans presque toutes les institutions, dû à la fois aux changements politiques et à la prise de contrôle des élections à la chambre et au tribunal de commerce par les chambres syndicales.

négociants ou industriels ⁵. Ces institutions ont un statut officiel, jusque dans les listes de préséances, mais leurs membres ne sont pas des fonctionnaires (ou ne siègent pas comme tels) et ne sont pas rémunérés, sauf parfois par des jetons de présence – on parle à l'époque de « fonctions gratuites » pour désigner ce bénévolat. Elles adoptent généralement le discours de l'intérêt général, mais il est évident que différents groupes de pression ont pu y avoir de l'influence.

Ceux de leurs membres qui sont aussi des hommes d'affaires sont confrontés à un paradoxe : choisis en grande partie en vertu de leur activité (pour ce qu'elle suppose de compétences ou connaissances spécifiques), ils sont pourtant supposés parler en oubliant les intérêts particuliers de leur entreprise ou de leur secteur. Ils sont ainsi pris entre une demande d'expertise (pour employer un terme quelque peu anachronique) et un refus de la représentation exprimé par l'administration, voire par certains des autres membres. De leur point de vue, les motivations pour solliciter ou accepter l'implication dans ces institutions sont également variées, voire contradictoires (selon les membres et sans doute souvent pour un même membre). Il est difficile de croire qu'elles soient totalement intéressées – ou désintéressées. Si la recherche d'un certain prestige, ou d'un marchepied pour des fonctions politiques plus élevées, au Parlement par exemple, peut jouer, elle est certainement loin de tout expliquer. L'envie de parler au nom d'un secteur (en adoptant plus ou moins habilement la rhétorique de l'intérêt général), mais aussi celle d'accéder à des informations économiquement intéressantes et peu diffusées, de la part des autres membres ou de l'administration, jouent certainement aussi un rôle ⁶. Même sans jouer de la confusion d'intérêts au sens strict, il peut être bien utile de se faire, au fil des activités institutionnelles, une idée du crédit de tel ou tel, de la situation d'une branche ou des projets du gouvernement. Autour des institutions intermédiaires se croisent ainsi des intérêts, objectifs et discours divers, voire contradictoires et qui mettent en jeu des collectifs variés, de la famille à la grande branche en passant par l'entreprise : entre ces appartenances ou identités possibles, les membres sont en négociation permanente pour aboutir à un discours qui les satisfasse tout en étant audible par leurs pairs, puis par l'administration.

Autres points communs, plus concrets : les cinq institutions travaillent de façon collégiale, avec une à quelques dizaines de membres qui vivent la plupart du temps à Paris, même si leurs activités économiques ou politiques débordent souvent de la capitale. Enfin et surtout, elles travaillent régulièrement ensemble (échanges d'informations, campagnes communes...) et les

5. Le conseil municipal a une composition plus variée, mais les élites économiques y sont très présentes et actives.

6. Cette hypothèse est développée de façon plus argumentée dans Claire Lemerrier, *Un si discret pouvoir. Aux origines de la chambre de commerce de Paris, 1803-1853*, Paris, La Découverte, 2003, 408 p., en particulier chap. 2.

membres circulent, certes inégalement, de l'une à l'autre ⁷. En envisageant un ensemble d'institutions construit sur ces critères d'homogénéité et de cohésion, le but est donc ici de voir si leurs membres partagent aussi des liens privés, de nature familiale et/ou économique, et de comprendre de quelle façon cela interagit avec leur activité institutionnelle.

Le tribunal de commerce est la seule institution à dater de l'Ancien Régime, la loi de 1790 ayant seulement homogénéisé et élargi les attributions des anciennes juridictions consulaires ⁸. Celui de Paris, loin de se contenter de trancher les litiges, pèse sur des évolutions législatives (sur les faillites, les sociétés...). Les juges, qui doivent être ou avoir été patentés, sont élus en 1790-1807 et 1848-1851 par les patentés parisiens ; aux autres périodes et jusqu'à 1883, ne votent que les « notables commerçants », quelques centaines de personnes choisies par le préfet sur les conseils de la chambre de commerce.

Les autres institutions datent de la période révolutionnaire, d'où l'intérêt d'envisager leur construction conjointe et la façon dont familles ou entreprises choisissent de s'y investir, à mesure que leurs fonctions deviennent plus définies et mieux connues. La municipalité parisienne est très particulière ; si les élections y sont plus politiques qu'ailleurs, les conseillers y ont sans doute moins de pouvoirs. Néanmoins, ils sont au moins consultés, en particulier sur des questions économiques ⁹. À l'exception d'une période de suffrage censitaire de 1834 à 1847, ils sont, pendant la période étudiée, nommés par les autorités (préfet ou chef du gouvernement). Le conseil général de la Banque de France est créé en 1800 et son conseil d'escompte en 1803. Comprendant des régents et censeurs, le premier définit la politique générale de la Banque, tout en répondant à des demandes particulières de crédits. Ses membres sont élus, en général à vie, par les principaux actionnaires. Le conseil d'escompte,

7. Alors que ce n'est pas le cas, à Paris, des prud'hommes, par exemple, qui relèvent d'une tout autre sphère. Cela fait ressortir par contraste la relative unité des institutions étudiées ici. Voir Claire Lemerrier, « Prud'hommes et institutions du commerce à Paris des origines à 1870 », à paraître dans les actes du colloque « Histoire d'une juridiction d'exception : les prud'hommes (XIX^e-XX^e siècles) » organisé à Lyon les 16 et 17 mars 2006.

8. Il n'existe pratiquement pas d'études sur les tribunaux de commerce au XIX^e siècle, objets de mes recherches actuelles. Voir Michel-Frédéric Coutant, *Les tribunaux de commerce*, Que sais-je ? Paris, Presses universitaires de France, 1998, 127 p., et une liste des membres dans Victor Legrand, *Juges et consuls de Paris, 1563-1905*, Bordeaux, imprimerie de G. Delmas, 1905.

9. Les conseils ont été l'objet de peu de travaux du fait de l'incendie de leurs archives en 1870. Stephen Sawyer termine cependant une thèse sur le sujet ; on peut également se référer à Michel Roussier, « Aperçus sur le fonctionnement du conseil municipal de Paris au XIX^e siècle », dans *Études d'histoire du droit parisien*, 1970, p. 425-434, et Jean Tulard, *Paris et son administration (1800-1830)*, Ville de Paris, 1976, 572 p. Pour la prosopographie, voir Jeanne Pronteau, *Notes biographiques sur les membres des assemblées municipales parisiennes et des conseils généraux de la Seine de 1800 à nos jours. Première partie : 1800-1871*, Ville de Paris, 1958 ; Jeanne Pronteau, *Notices biographiques des membres des assemblées municipales parisiennes et des conseils généraux de la Seine, de 1800 à 1871*, Ville de Paris, 1960 ; Michel Fleury et Bertrand Gille [dir.], *Dictionnaire biographique du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine. 1, 1800-1830. Aguesseau-Godefroy*, Ville de Paris, 1972.

nommé par le conseil général, se prononce sur l'acceptabilité des papiers commerciaux parisiens ¹⁰.

Enfin, la chambre de commerce de Paris, créée également en 1803, est censée être une institution purement consultative, rendant des rapports au préfet ou au gouvernement. En pratique, elle s'exprime spontanément, met en place des services aux commerçants à partir des années 1840 et profite de son monopole sur certaines informations pour exercer une influence palpable. Ses premiers membres ont été élus par une soixantaine d'électeurs, eux-mêmes choisis par le préfet de la Seine. Ils sont renouvelés par cooptation pure (mais avec des sorties obligatoires) jusqu'en 1832. Un système de cooptation plus complexe, impliquant le tribunal de commerce, est alors instauré jusqu'en 1848. Une seule élection, en 1849, a lieu au suffrage universel des patentés. Enfin, en 1852-1908, la chambre est élue par les mêmes « notables commerçants » que le tribunal de commerce.

Le réseau et l'institution

Ces institutions sont ici étudiées, entre autres, grâce à une analyse de réseaux. L'évocation de « réseaux », « sociabilités » ou « dynasties » est de plus en plus fréquente en histoire contemporaine. Elle s'appuie souvent sur des exemples frappants de successions ou de collusions, au sein d'une institution publique, entre des hommes aux familles alliées, des associés ou encore des membres du même club. Il est vrai que prendre en compte ces éléments permet souvent de comprendre un succès inexplicable autrement. Mais quel est le statut de tels exemples ? Il serait en général aventureux d'en conclure, plus globalement, que l'activité d'une institution est contrôlée par tel ou tel groupe, dont la structure officielle ne serait que le masque. Il serait également un peu simpliste, en pointant certains cumuls de ressources, de conclure que toute forme de capital (social aussi bien qu'économique ou culturel) peut toujours se transformer en une autre de façon efficace. Pour éviter ces écueils, pour sortir des *a priori* quant à l'emprise éventuelle des liens privés sur les institutions (et pour mieux comprendre la genèse des *topoi* des acteurs à ce sujet), il faut prendre le temps d'une analyse plus fine, nécessairement à la fois qualitative et quantitative et fondée sur des hypothèses explicites.

Un détour par l'histoire moderne peut, dans cette perspective, beaucoup nous apprendre – peut-être parce que le constat de l'interaction entre intérêts privés et postes publics y est suffisamment acquis pour marquer le point de départ plutôt que la conclusion des analyses ¹¹. Plus proches du terrain étudié

10. Voir Romuald Szramkiewicz, *Les régents et censeurs de la Banque de France nommés sous le Consulat et l'Empire*, Genève, Éditions Droz, 1974, 422 p., Alain Plessis, *La Banque de France et ses deux cents actionnaires sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1982, x-294 p. (pour le Conseil d'escompte) et Alain Plessis, *Régents et gouverneurs...*, ouv. cité.

11. Simona Cerutti, *La ville et les métiers. Naissance d'un langage corporatif (Turin, 17^e-18^e siècle)*, Paris, EHESS, 1990, 260 p.; John F. Padgett et Christopher K. Ansell, « Robust action and the rise of the Medici, 1400-1434 », dans *American Journal of Sociology*, volume 98, n° 6, mai 1993, p. 1259-1319;

ici, les travaux de Jean-Pierre Hirsch ont également ouvert une direction de recherches féconde. En effet, loin de se contenter de souligner l'« encastrement » de l'entreprise et des institutions du commerce dans les liens sociaux, dont la famille, il met l'accent sur le fait qu'il est difficile, en pratique, de distinguer ces sphères qui n'existent pas l'une sans l'autre – et dont il serait donc absurde de dire que l'une, unilatéralement ou indûment, manipule l'autre ¹². Il faut enfin citer le très riche travail de Carola Lipp, proche du présent article par sa problématique, ses méthodes et même son terrain. Étudiant les différentes formes de mobilisation politique du *Vormärz*, elle s'intéresse en particulier à l'accès aux institutions municipales, aux liens familiaux entre leurs membres et aux autres acteurs collectifs, aux modes de fonctionnement différents (bien qu'également qualifiés, souvent, de « traditionnels » ou « fermés »), que sont les guildes d'artisans. Une étude exhaustive en termes de réseaux lui permet à la fois de pointer la persistance de liens familiaux au sein des nouvelles institutions plus démocratiques, mais aussi l'inégale pertinence de ces liens selon les milieux et l'adaptation des stratégies familiales (plus ou moins centrées sur l'alliance, par exemple) aux nouveaux modes d'élection et aux compétences requises par les postes ¹³.

Dans la lignée de ces travaux, les familles ne seront pas considérées ici comme des groupes forcément homogènes, bien définis et dotés d'une stratégie collective (et efficace) ; quant à la notion de réseau, elle sera employée autant que possible de façon descriptive (pour représenter graphiquement certaines configurations de liens et décrire numériquement leurs caractéristiques) plutôt que péjorative ou méliorative. Les sociologues des réseaux ont en effet depuis longtemps souligné que les liens peuvent, dans l'absolu, agir à la fois comme ressources et comme contraintes pour les individus : seule une étude empirique située et spécifiant bien quels sont les liens pris en compte peut permettre d'en dire plus ¹⁴.

C'est en tentant de reconstituer les liens privés entre individus et le degré auquel ils recoupent les présences dans les institutions intermédiaires que l'on pourra d'abord évaluer l'ampleur et donner une chronologie de ce recoupement, pour ensuite avancer des hypothèses quant à ses raisons. Le volet quantitatif de l'étude a pour principale vocation de permettre une étude symétrique des liens, ne privilégiant pas trop les acteurs caractérisés à la fois

Christophe Duhamelle, *L'héritage collectif. La noblesse d'Église rhénane, 17^e et 18^e siècles*, Paris, EHESS, 1998, 361 p. ; Robert Descimon, « Réseaux de famille, réseaux de pouvoir ? Les quarteniers de la ville de Paris et le contrôle du corps municipal dans le deuxième quart du xvi^e siècle », dans Vincent Gourdon, Scarlett Beauvalet et François-Joseph Ruggiu [dir.], *Liens sociaux et actes notariés dans le monde urbain en France et en Europe*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2004, p. 87-108.

12. Jean-Pierre Hirsch, *Les deux rêves du commerce. Entreprise et institution dans la région lilloise (1780-1860)*, Paris, EHESS, 1991, 534 p.

13. Carola Lipp, « Kinship Networks, Local Government, and Elections in a Town in Southwest Germany, 1800-1850 », dans *Journal of Family History*, volume 30, n° 4, octobre 2005, p. 347-365.

14. Claire Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire de la famille : une rencontre encore à venir ? », dans *Annales de démographie historique*, n° 1, 2005, p. 7-31 ; Claire Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 52, n° 2, avril-juin 2005, p. 88-112.

par un succès et par un grand nombre de liens. La prise en compte d'acteurs moins riches en « capital social », ou bien n'ayant pas connu de succès malgré leurs liens, permet des interprétations plus justes, qui doivent évidemment être confrontées à des traitements plus qualitatifs – étude d'une généalogie, de mémoires de contemporains ou encore de sources normatives.

LES SOURCES NON QUANTIFIABLES, INDICES ET GARDE-FOUS

Il est donc question ici d'envisager les 822 membres de cinq institutions en se demandant si chacun d'entre eux peut (et veut) ou non mobiliser des liens privés (familiaux ou liés à de forts intérêts économiques communs) dans le monde des institutions intermédiaires, soit pour y entrer, soit pour y peser. On ne peut se contenter pour cela d'une base de données et de traitements quantitatifs. En effet, il faut d'abord, *a minima*, définir les liens pertinents pour construire les données. L'usage de biographies et de mémoires présente de ce fait trois intérêts. Outre qu'il fournit une illustration au propos, il permet de formuler des hypothèses et de poser des limites à l'interprétation des résultats quantitatifs, en soulignant la complexité irréductible du réel. Cela ne conduit pas nécessairement à renoncer à la quantification, qui, réciproquement, permet de caractériser chaque cas sur l'échelle qui va du typique à l'exceptionnel. Les normes d'incompatibilité, elles, permettent de comprendre dans quelle mesure les contemporains eux-mêmes se méfiaient de certains liens : s'il est clair que toute norme sociale ne se traduit pas en norme juridique, l'observation de ces dernières et des discussions auxquelles elle donne lieu fournit ici des indices et une certaine forme de contrôle de l'anachronisme, en renvoyant aux hypothèses que les acteurs eux-mêmes formulaient quant au poids des liens privés dans les institutions ¹⁵.

Une dynastie exemplaire?

Henri Davillier, né en 1813, est membre de la chambre de commerce de Paris de 1853 à 1867 : dès son entrée, il en devient le trésorier, puis en 1859 le président. Il a été suppléant puis juge au tribunal de commerce de 1847 à 1853 ; à partir de 1864 et jusqu'à sa mort en 1882, il devient régent. Élu contre un autre candidat, lui-même fils d'un sous-gouverneur de la Banque, il y prend la succession de son beau-frère et ancien associé Alexandre Sanson-Davillier. Ce dernier avait été secrétaire de la chambre de commerce (dont il

15. Voir Claire Dolan, *Le notaire, la famille et la ville. Aix-en-Provence à la fin du XVI^e siècle*, Toulouse, Presses de l'Université du Mirail, 1998, p. 212. Ce livre mobilise de façon nuancée les concepts de l'analyse de réseaux pour comprendre à la fois les structures complexes d'un milieu social et les stratégies individuelles et familiales de ses membres. L'auteure s'y penche entre autres sur les « enquêtes de récusation » du Parlement pour comprendre comment certains acteurs définissent les liens familiaux et ceux de leurs effets qui doivent être contrôlés. Carola Lipp, « Kinship Networks... », art. cité prend également en compte ces normes pour comprendre comment les stratégies familiales s'y adaptent.

fut membre en 1829-1838), membre du tribunal de commerce (1828-1831), conseiller municipal (1832-1846) et conseiller d'escompte de la Banque (1831-1846). Le père (Jean-Charles) et l'oncle (Jean-Joseph) d'Henri, banquiers et fondateurs de la manufacture de toiles de Wesserling, ainsi que cinq de leurs associés principaux, avaient également été membres de la chambre de commerce, essentiellement sous l'Empire et la Restauration, et d'au moins une des autres institutions étudiées ici ; Jean-Charles avait été régent de 1801 à 1846, directement remplacé à sa mort par Alexandre Sanson-Davillier, qui avait déjà succédé à Jean-Joseph, mort plus tôt, au conseil d'escompte. Henri, associé de son père dès l'âge de 25 ans, se concentra sur les activités bancaires et les conseils d'administration, son frère Édouard (ainsi qu'Alexandre) s'occupant de la manufacture : les deux activités demeurent au sein d'une même société familiale jusqu'en 1862 ¹⁶

Que conclure d'une telle notice ? Elle donne l'image d'une famille qui cumule les postes et se succède aisément à elle-même, quels que soient le contexte politique et l'institution (avec son mode de nomination propre). La question de la représentativité de cet exemple se pose toutefois. En outre, lui-même peut faire l'objet d'un récit plus nuancé. En effet, la seule dynastie au sens strict se trouve au conseil général de la Banque, Henri succédant à Alexandre qui succédait à Jean-Charles, le siège étant ainsi tenu de 1801 à 1882 ; les autres institutions paraissent connaître de longues périodes « sans Davillier ». Cela dit, reconstituer un réseau de façon égocentrée autour d'Henri, plutôt que de se fier aux seuls patronymes, complique l'affaire (voir les graphes 1a, 1b et 1c) : à trois degrés de séparation, en prenant en compte alliances et associations économiques significatives, on retrouve 46 membres de nos institutions – dont à peu près tous les grands noms de la haute banque. Ce groupe de membres unis à Henri par des liens privés, indirects mais proches, apparaît encore plus tentaculaire lorsqu'il est représenté ainsi. Mais la succession de trois graphes souligne aussi qu'il est difficile de poser *a priori* des limites à un tel groupe (pourquoi s'arrêter à un ou deux degrés, à tel ou tel type de lien ?), ce qui impose de revenir à une description fine.

Tout près d'Henri sur les graphes, Charles Legentil (membre de la chambre de commerce en 1831-1855 et un de ses présidents les plus influents, du conseil d'escompte en 1831-1843, du conseil municipal en 1835-1837 et régent en 1844-1855) est le beau-frère d'Alexandre Sanson-Davillier. Cela dit, Legentil n'est ni banquier ni manufacturier en Alsace, mais marchand d'étoffes et d'articles de Paris. Peut-on soutenir que, dans les institutions, il défend les intérêts de la famille Davillier, qui ne sont pas forcément, sur le plan économique, les siens propres ? En réalité, Alexandre Sanson-Davillier a été très impliqué au sein de l'Association pour la défense du travail natio-

16. Alain Plessis, *Régents et gouverneurs...*, ouv. cité et Nicolas Stoskopf, *Les patrons du Second Empire. 7, Banquiers et financiers parisiens*, Paris/Le Mans, Picard/Cénomane, 2002, 384 p.

nal (protectionniste) dans les années 1840, tandis qu'Horace Say (gendre du beau-frère de Legentil, fils de Jean-Baptiste Say et également très présent dans les institutions étudiées) se mobilisait à la tête des libre-échangistes et que Charles Legentil, bien qu'il partageât les mêmes convictions, bâtissait, à la chambre de commerce, un *modus vivendi* fragile¹⁷. L'existence de coalitions à base familiale n'a donc rien d'évident; d'un autre côté, il est possible qu'un lien privé favorise l'élection dans une institution, quand bien même parents, alliés ou associés ne partageraient pas toutes les convictions de l'impétrant. Peut-être choisissait-on un parent avant tout parce que l'on connaissait ses qualités (et ses défauts), plus que pour bâtir un groupe de pression, de toute façon minoritaire dans des conseils de 15 à 60 membres? Peut-être aussi était-il important qu'un membre de la famille fût présent dans les institutions, simplement pour rapporter ce qui s'y disait et y nouer des contacts.

Pour nuancer encore notre vision, observons que les Davillier, depuis les années 1830, sont souvent associés aux Rothschild, qui, à part un poste de régent tenu par Alphonse à partir de 1855, après une élection disputée, sont complètement exclus des institutions qui nous intéressent. Une répartition des rôles apparaîtrait donc, l'une des deux familles ne pouvant ou ne voulant pas s'investir dans ces lieux. Ne bénéficiait-elle pas tout de même, indirectement, de ses liens au sein de ces institutions? Et dans ce cas, pourquoi y entrer réellement plutôt qu'y entretenir des relations – ou agir par d'autres liens, avec des ministres ou députés? En effet, l'investissement institutionnel est coûteux en temps pour des hommes en pleine activité économique. Ainsi, la famille Oberkampff est absente de ma base de données, sauf si on considère qu'elle est représentée par ses alliés (Mallet, Feray ou Martin fils d'André); Christophe-Philippe Oberkampff taxait la présence de son gendre Louis Feray au conseil général des manufactures de « perte de temps »¹⁸.

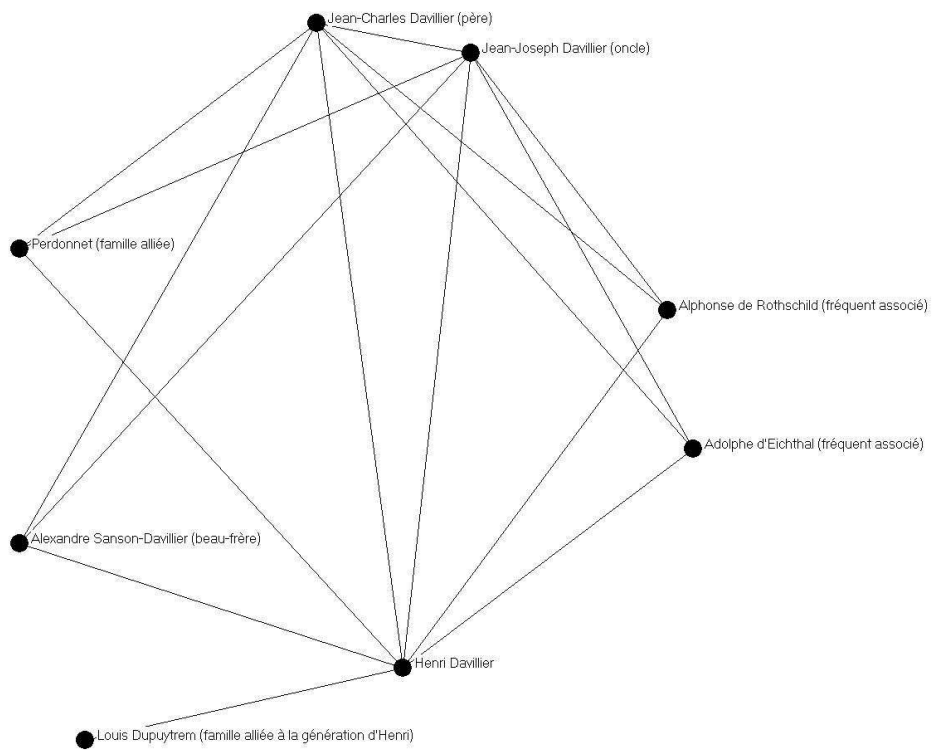
Qui aide qui et à quoi?

Évoquer finement un cas particulier permet de mesurer la variété des choix ouverts aux acteurs, donc d'envisager des interprétations non mécaniques des données quantitatives. Les récits de vie, eux, incitent à distinguer les liens réellement efficaces de ceux dont l'action potentielle est seulement postulée par le chercheur sur la base de proximités entre les individus. Ils soulignent également le problème posé par des liens qui, pour être probablement

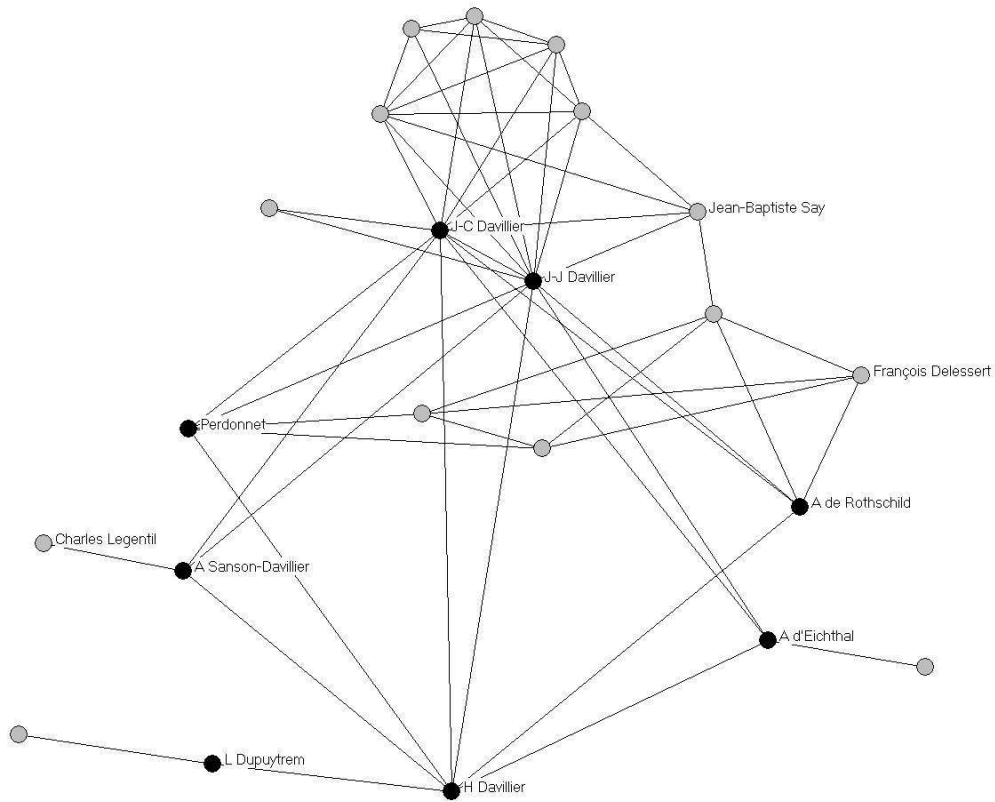
17. Claire Lemerrier, *Un si discret pouvoir...*, ouv. cité, chap. 7.

18. Cité par Serge Chassagne, « Une institution originale de la France post révolutionnaire et impériale : la Société d'encouragement pour l'industrie nationale », dans *Histoire, économie et sociétés*, 3^e trimestre 1989, p. 163. Le conseil général des manufactures est une institution intermédiaire nationale du même type que celles évoquées ici sur le plan local. Il a été peu influent, sauf à quelques rares périodes, du fait de problèmes pratiques de fonctionnement et de conflits récurrents avec son homologue le conseil général du commerce. Ses membres étaient nommés. Voir Claire Lemerrier, *Un si discret pouvoir...*, ouv. cité, chap. 3.

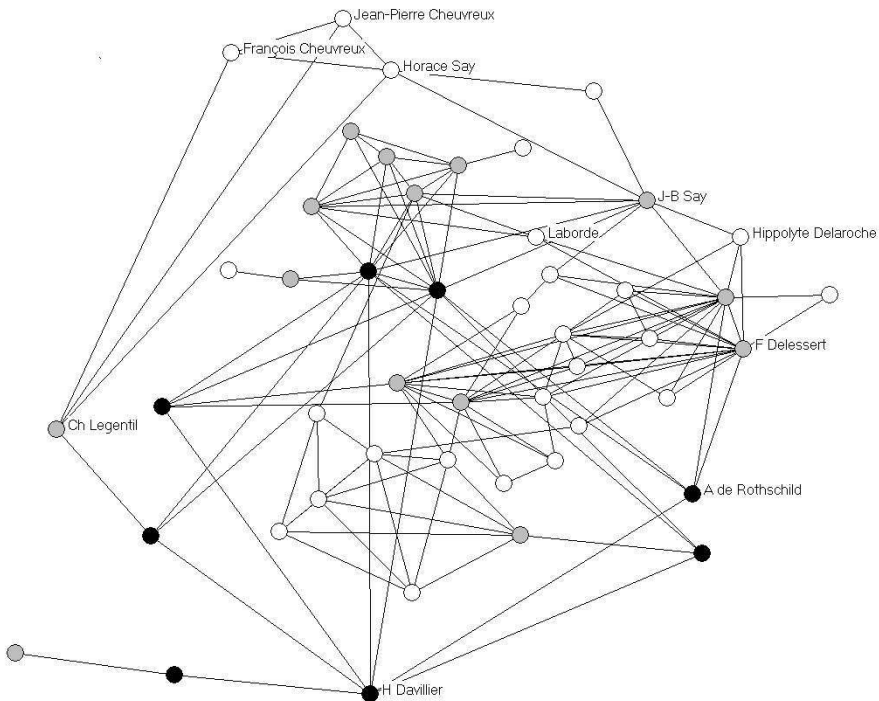
Graphe 1a : Les liens privés directs d'Henri Davillier dans les institutions intermédiaires



Graphe 1b : Deux degrés de liens autour d'Henri Davillier



Grappe 1c : Trois degrés de liens autour d'Henri Davillier



Chaque trait représente un lien de parenté, d'alliance ou chaque point un membre d'au moins une institution intermédiaire. directement avec H. Davillier ; en gris, ceux qui sont liés à lui par un intermédiaire (deux degrés) ; en blanc, par deux intermédiaires (trois degrés).

significatifs, n'en sont pas moins très difficiles à pister de façon exhaustive dans les sources conservées.

L'exemple des *Souvenirs* de Gustave Roy est assez parlant en la matière, bien qu'il se situe à la limite de la période étudiée¹⁹. Je n'ai retrouvé, pour cet homme entré à la chambre de commerce en 1872 et qui la présida en 1881 et 1882, aucun lien de parenté ou d'association proche dans le monde des institutions intermédiaires d'avant 1871. Cependant, ses mémoires, s'ils visent à décrire une trajectoire due à ses propres mérites, offrent plusieurs mentions de liens privés efficaces. Producteur de cotons, Roy fait appel, pour discuter de projets de warrants en 1848, à François Delessert – alors régent, ancien président de la chambre de commerce et dont la famille cumule les positions institutionnelles. Ils se connaissent uniquement parce que Roy loue un magasin, rue des Jeûneurs, appartenant à Delessert ; l'appel reste infructueux. En revanche, Roy reçoit de l'aide d'Alexandre Sanson-Davillier... pour épouser en 1850 une demoiselle Berger, fille d'un agent de change ancien employé des Rothschild, sœur d'un élève de la pension Massin (où Roy a étudié). Rien n'indique quel lien est activé ici, sinon la mention du poste de régent d'Alexandre : Roy a finalement participé à la création du comptoir d'escompte de Paris et s'est ainsi fait connaître des régents en général, non plus seulement de son propriétaire. C'est donc un lien d'abord institutionnel qui faciliterait ici la naissance d'un lien privé. En contrepartie, son mariage met Roy en contact avec les Rothschild : il dîne avec eux et loue un de leurs appartements.

Ces souvenirs décrivent un éventail de liens qui peut paraître problématique à l'historien souhaitant réaliser une étude quantifiée, donc exhaustive. Si la qualité d'ancien élève d'une pension influence certains destins individuels, il semble difficile de pister tous les liens de ce type entre des dizaines d'individus. Il en va de même pour les rapports entre locataires et propriétaires²⁰. Le cas de Roy rappelle aussi que la capacité de joindre un régent, par exemple, ne garantit pas le succès de la démarche. Enfin, il faut souligner que lui-même explique essentiellement son parcours institutionnel par ses qualités professionnelles (expertise sur le coton) et la reconnaissance acquise d'un poste à l'autre. Il exprime à plusieurs reprises la norme sociale qui domine s'agissant des rapports entre « fonctions gratuites » et liens personnels : si les fonctions peuvent créer des liens amicaux entre ceux qui les exercent, si ces liens peuvent permettre d'attester d'une bonne réputation, l'essentiel reste la compétence.

Ainsi, si des liens privés l'ont amené à envisager l'idée d'entrer à la chambre de commerce (une relation d'affaires, Charles Noël, et un ancien cama-

19. Gustave-Emmanuel Roy, 1823-1906. *Souvenirs*, Nancy, Berger-Levrault, 1906.

20. Bien étudiés par Hélène Lemesle, *Vautours, singes et cloportes. Ledru-Rollin, ses locataires et ses concierges au XIX^e siècle*, Paris, Association pour le développement de l'histoire économique, 2003, 278 p.

rade de pension, Gustave Salmon, également candidats, l'y ont encouragé), aucun réseau ne saurait expliquer son élection. Il est vrai que, lorsqu'elle a lieu, en 1872, ses modalités ont changé. Roy doit en effet être sélectionné comme candidat par la Commission intersyndicale du commerce, créée en 1867 par plusieurs unions de chambres syndicales et qui a pour but de rendre la chambre de commerce représentative des différentes branches. Ainsi, il est plausible que son ascension ait réellement peu à voir avec ses liens privés, car les règles du jeu pour l'entrée dans certaines institutions ne sont plus les mêmes que dans les décennies précédentes.

Pour statuer sur le caractère typique de cette trajectoire, une étude quantitative est nécessaire. Cependant, l'étude de ces mémoires doit aussi nous mettre en garde contre une interprétation trop rapide des résultats quantitatifs, en particulier contre une vision trop réifiée du statut d'« isolé » ou de « bien relié » qui peut être déduit des liens les plus faciles à reconstituer (alliance, création commune d'une société). Un « isolé » peut aussi bénéficier de liens plus lointains mais efficaces, tandis qu'un gendre peut se voir refuser l'aide, institutionnelle ou économique, de son beau-père. Il reste que Gustave Roy n'est pas tout à fait dans la même situation qu'Henri Davillier. La présence de familles ou de groupes d'associés dans les institutions ne passe pas inaperçue et il serait étonnant qu'elle soit totalement due au hasard, dépourvue de causes et d'effets, tant sur les individus que sur les institutions.

Définir les liens pour les contrôler : débats contemporains

Un autre témoignage confirme l'importance de ce que les liens privés créent en termes de confiance et de crédit, mais qui ne peut pas toujours se dire publiquement ²¹. Ancien négociant né en 1773, entré au tribunal de commerce en 1822, son auteur, A. G. Aubé, l'a présidé en 1832-1833 et en 1836-1837. En 1838, il est conseiller municipal depuis quatre ans et membre de la chambre de commerce depuis cinq ans ; il la préside ensuite en 1841-1845. À partir de février 1838, il est pendant dix-huit mois conseiller d'État en service extraordinaire, dans le Comité du commerce. Évoquant tout ce qui l'oppose aux autres conseillers d'État, il souligne, à propos d'autorisations de sociétés anonymes, l'importance qu'ont pour lui les réputations : « Ces considérations de personnes déterminaient ma confiance et contribuaient beaucoup à me rendre favorable à la demande » ²². Prendre en compte des informations d'ordre privé (plutôt que des critères procéduraux ou chiffrés) pour engager la parole de l'État n'a de son point de vue rien de scandaleux, mais serait plutôt rationnel. Les noms des administrateurs et souscripteurs, leur qualité, parfois, d'« ancien collègue au Tribunal de Commerce » ²³, tout

21. Ambroise Guillaume Aubé, *Dix-huit mois au Conseil d'État*, 1840, Bibliothèque de l'Institut, Ms. 4751 ; texte en ligne sur <http://lemercier.ouvaton.org>.

22. *Idem*, p. 37. Il s'agit d'une compagnie d'assurances.

23. *Idem*, p. 57.

cela, qui inspire la confiance, doit être pris en compte pour réguler l'économie.

Par le nom, la réputation de la personne, bonne ou mauvaise, se transmet ainsi à la famille et à l'entreprise – « sociétés anonymes » comprises. Entre la prise en compte de ces réputations, en des temps d'information par ailleurs pauvre (sur les projets économiques comme sur les compétences individuelles, rarement certifiées par des diplômes), et le risque de confusion d'intérêts, la voie est étroite, et les normes sociales varient dans le temps et selon les milieux. Les contemporains distinguent souvent, comme plus tard G. Roy, le lien légitime, fondé sur une interaction passée et une présomption de compétence, tel que celui tissé par Aubé avec un collègue du Conseil d'État ²⁴, du « réseau » illégitime qui reposerait sur des liens et intérêts purement privés et viserait à détourner les institutions. De cette distinction, nous avons des indices plus généraux dans les débats sur les « incompatibilités » liées à la présence de parents et d'associés dans certaines institutions.

Les tribunaux de commerce, soumis au droit commun de la justice, sont l'objet du contrôle le plus strict : la loi du 20 avril 1810 impose une autorisation du chef de l'État pour les parents et alliés au premier ou second degré qui se retrouveraient juges dans le même tribunal ; aucune autorisation n'est possible pour les tribunaux de moins de huit juges. Un rapport de 1806 montre l'importance de la question, mais aussi la difficulté de fixer une norme ²⁵. Un édit de 1669 défendait, sauf dispense, l'exercice conjoint d'un office aux parents ou alliés aux deux premiers degrés. La loi du 11 septembre 1790 étendait la prohibition, pour les juges, aux cousins issus de germain, la Constitution de l'an III aux cousins germains, tandis que la loi du 27 ventôse an VIII éludait la question. Le rapport de 1806 conclut qu'il faut légiférer, y compris sur les alliances intervenues entre des juges siégeant déjà : elles « peuvent être nécessaires par rapport à quelques familles ; elles sont même désirables à plusieurs égards entre des personnes qui sont rapprochées par les mêmes études, les mêmes habitudes et les mêmes mœurs ». Si c'est l'institution qui crée le lien privé, il en devient plus légitime – mais toujours potentiellement gênant, du fait qu'« il y a entre les parents et alliés une tendance aux mêmes opinions, qui, lors même qu'elle n'existe pas, peut toujours être soupçonnée par les parties et par le législateur, qui tous veulent des juges impartiaux, isolés de tout esprit de parti et de famille ».

24. À son arrivée, dit-il, parmi les autres personnes du Comité du commerce, « je n'en connaissais qu'une seule et encore assez indirectement, le président du comité, Mr le B^m de Fréville. Je m'étais trouvé avec lui dans la commission formée en 1835 par Mr le Garde des Sceaux pour une nouvelle loi sur les faillites ; et, depuis ce temps, toutes les fois que je l'avais rencontré, il m'avait accueilli avec une sorte de cordialité ». *Idem*, p. 11.

25. Conseil d'État, Section de législation, « Rapport et projet de loi sur les prohibitions de parenté et d'alliance entre les membres de l'ordre judiciaire dans un même tribunal », 1^{re} rédaction, rapp. M. Siméon, Imprimerie impériale, 8 septembre 1806, n° 1424 sur www.napoleonica.org/ce.

Pour les conseils municipaux, la loi du 5 mai 1855 reprend des dispositions antérieures en interdisant, par son art. 11, conservé dans la loi de 1884, aux parents et alliés au premier degré d'être simultanément membres des conseils municipaux des communes de plus de 500 habitants, même si l'alliance est postérieure à l'élection. Pour A. Chante-Grellet, « on eût pu craindre parfois un véritable accaparement de l'autorité municipale au profit d'une même famille qui aurait exercé une véritable domination ». Cependant, la jurisprudence fluctue lorsqu'on passe aux cas limites des « grands-beaux-pères » ou fils adoptifs ou qu'on se demande si l'alliance entre beaux-frères disparaît par la mort de la femme qui la créait ²⁶.

Bref, si la définition du problème fait consensus, il n'existe pas de solution générale. Les chambres de commerce sont confrontées au même constat lorsqu'elles sont, sous la Seconde République, consultées sur leur propre réforme. En février 1849, celle de Paris conclut ainsi :

« Des réclamations ont été faites plusieurs fois à l'occasion de la présence simultanée de deux frères ou de deux associés dans la même chambre. Nous n'avons pas vu les mêmes inconvénients dans l'un et l'autre cas. Deux frères exercent rarement le même genre de commerce ou d'industrie. Lors même qu'ils seraient dans cette situation, leurs intérêts sont distincts et ne peuvent amener entre eux un accord systématique qui pourrait exercer une influence fâcheuse sur les délibérations des chambres. Il n'en est pas de même de deux associés, chez lesquels les vues et les intérêts sont habituellement les mêmes. Nous pensons donc que la législation nouvelle doit interdire seulement la présence de plusieurs associés dans la même chambre. Cette interdiction ne nous semble même nécessaire qu'à l'égard des associés en nom collectif » ²⁷.

L'éventail des positions défendues en province est très large, allant d'interdictions extensives à des permissions absolues, distinguant ou non le cas des associés ²⁸. Finalement, le décret du 3 septembre 1851 dispose dans son art. 4 que « plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire partie simultanément de la même chambre ».

Si la position parisienne triomphe, il est donc clair que les intéressés eux-mêmes ne s'entendent pas quant au type de lien qui peut s'avérer dangereux et que la confusion fréquente, dans les faits, entre parenté, alliance et association en nom personnel n'y est pas pour rien. Le cas parisien est d'ailleurs

26. Anselme Batbie, *Traité théorique et pratique de droit public et administratif*, Paris, Cotillon, 1863, tome IV, p. 291-292 et 327-328 ; A. Chante-Grellet, *Traité des élections*, extrait du *Répertoire du droit administratif*, Paris, P. Dupont, 1897, tome 1, p. 339-347.

27. Chambre de commerce de Paris, *Rapport sur la réorganisation des chambres de commerce*, Paris, Panckoucke, février 1849.

28. Chambre de commerce de Paris, *Rapport sur les réponses des Chambres d'Abbeville, d'Arras, [...] de Troyes et de Valenciennes, relatives à la réorganisation des Chambres de Commerce*, Paris, Panckoucke, avril 1850 ; Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, *Notices sur les questions soumises aux délibérations*, IV^e volume, « Chambres de commerce », Paris, Imprimerie nationale, 1850.

ironique : lorsque le rapport est écrit, la chambre est présidée par Charles Legentil et a pour secrétaire Horace Say, le gendre du beau-frère de Legentil, François Casimir Cheuvreux. En outre, Say, Legentil et Jean-Pierre Casimir Cheuvreux, fils de François, ont longtemps été associés dans le commerce des nouveautés, avant que les deux premiers ne quittent les affaires pour se concentrer sur les institutions du commerce. Peuvent-ils croire un texte qui affirme que la famille n'a rien à voir avec les intérêts économiques ?

Ces sources normatives ont, confrontées aux autres, deux vertus. D'une part, elles soulignent la difficulté de définir la famille – celle qui, potentiellement, pèse sur l'institution – tout en fournissant quelques points de repère : parenté et alliance sont systématiquement placées sur le même plan et le second degré forme une limite « moyenne ». D'autre part, les craintes invoquées, quoique floues, sont toujours liées à la présence simultanée d'un groupe familial ou d'associés, même limité à deux membres. Que deux personnes soient déjà un parti se conçoit pour des juges, qui jugent souvent à trois ; c'est moins évident pour des assemblées d'au moins une dizaine de membres. Pourtant, cette peur des minorités agissantes est très présente. En revanche, la succession directe à un poste n'est pas un problème, si elle est cautionnée par les électeurs ou par l'autorité qui nomme. Cela incite à distinguer autant que possible les deux phénomènes : dire que des liens privés, voire un phénomène de succession au sens strict, facilitent l'entrée dans une institution, en vertu de la réputation liée au nom ou de la volonté, pour une famille, d'avoir un représentant dans un lieu de pouvoir, ne revient pas à dire qu'un acteur collectif, famille ou entreprise, a une véritable stratégie de mainmise sur une institution collégiale (et encore moins que cette stratégie est efficace). L'ampleur des deux processus et leurs ressorts doivent donc être envisagés séparément.

LES APPORTS D'UNE ANALYSE EXHAUSTIVE

Si l'étude de sources normatives, de témoignages ou de généalogies spécifiques aide à avancer des hypothèses sur la définition des « liens privés » et leurs interactions avec les institutions, elle ne permet pas de caractériser l'ampleur et la chronologie des phénomènes étudiés, qu'il s'agisse de successions ou de l'existence de groupes de pression privés dans les institutions. Aussi faut-il la compléter par une étude plus exhaustive et quantifiée ²⁹, ce qui est rendu

29. L'analyse de réseaux résumée ici a été développée dans des textes présentés au Creusot en juin 2004 et à Barcelone en janvier 2005 (voir <http://lemercier.ouvaton.org>). On s'y reportera pour des éléments de démonstration plus précis, et en particulier chiffrés. Les logiciels utilisés ici sont : Stephen P. Borgatti, Martin G. Everett and Linton C. Freeman, *Ucinet 6 for Windows : Software for Social Network Analysis*, Harvard, Analytic Technologies, 2002 et Stephen P. Borgatti, *Netdraw 2.19 : Graph Visualization Software*, Harvard, Analytic Technologies, 2002.

possible par l'abondance relative des travaux prosopographiques préexistants (et de qualité) sur la population étudiée ³⁰.

Un réseau fortement hiérarchisé

Pour envisager les recoupements entre liens privés et présence commune dans les institutions, il faut fournir une description systématique des premiers, au sein d'un corpus constitué des 822 membres d'au moins une des institutions considérées entre 1800 et 1871. La définition de ces « liens privés » doit concilier trois objectifs : permettre d'obtenir une information assez complète sur l'existence ou l'absence de liens entre tous les individus étudiés, inclure des liens suffisamment forts pour être susceptibles d'influencer les comportements individuels (soit en facilitant un recrutement, soit en induisant des formes de coalitions), et des liens probablement connus des acteurs dans le milieu étudié.

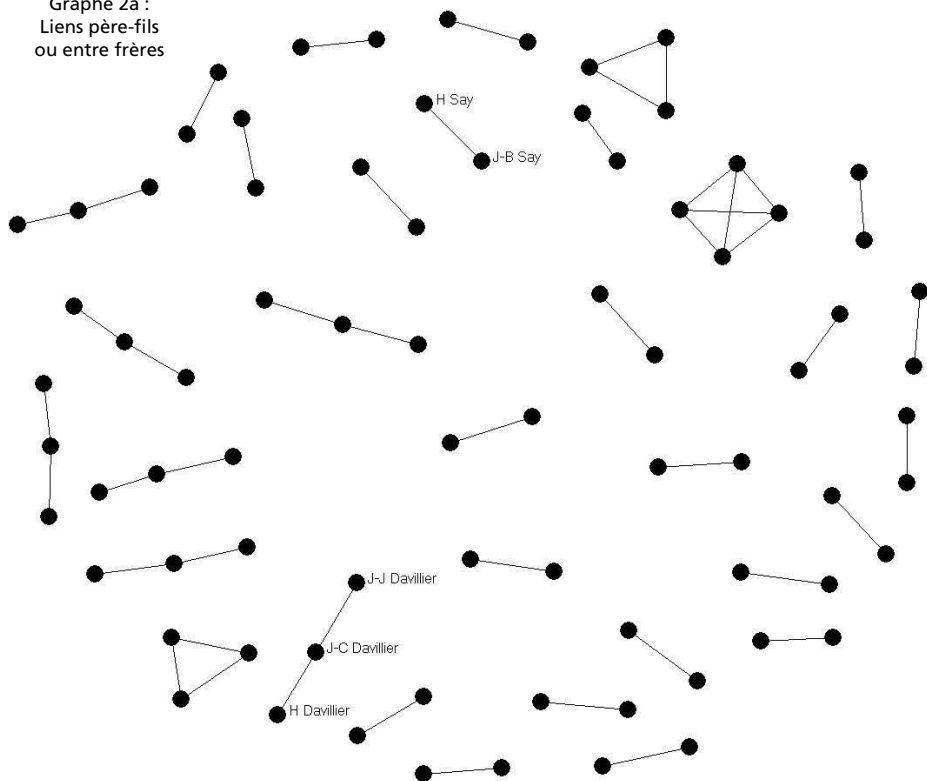
Sur tous ces points, les choix réalisés ne peuvent éviter une part d'arbitraire. Du moins peut-on les expliciter et, en multipliant les représentations alternatives d'une même réalité, souligner que l'analyse de réseaux ne propose que des regards et des mesures complémentaires, et non un accès à une vérité cachée des données. Les graphes 2a à 2d proposent ainsi un tableau s'enrichissant progressivement, des liens les plus forts aux plus faibles. Les liens père-fils ou entre frères sont peu nombreux (ils concernent 9 % de la population, répartis en 33 groupes), alors que leur définition est déjà extensive : en effet, on mélange ici des co-présences et des successions entre parents, dans la même institution ou dans des institutions différentes. Ce premier graphe donne avant tout l'image d'un monde institutionnel où les liens privés sont rares ³¹. En revanche, si on y ajoute les liens de sang de second degré, les liens d'alliance proches (gendre-beau-père...), mais aussi les alliances entre lignées qui sont à la fois bien connues, récentes et antérieures au parcours institutionnel d'au moins un des protagonistes, on observe une configuration plus riche. 24 % de la population est concernée et des structures plus complexes apparaissent : l'une d'elles en particulier, que l'on peut appeler, sans prendre position sur son contenu, « le plus gros composant » ³², à gauche sur le graphe, regroupe 65 hommes. Si l'on considère seulement les liens économiques les plus forts (graphe 2c), on observe une structure similaire : 15 % de la population est concernée et un composant de 68 membres apparaît. Ce graphe décrit essentiellement des liens d'association en nom personnel à long terme ; y ont été ajoutés des partena-

30. Mon analyse en est largement tributaire pour la reconstitution des liens privés, mon apport propre concernant surtout celle des carrières institutionnelles. Outre les ouvrages déjà cités en introduction, il s'agit en particulier de Bertrand Gille, *La banque et le crédit en France de 1815 à 1848*, Paris, Presses universitaires de France, 1959, 380 p.

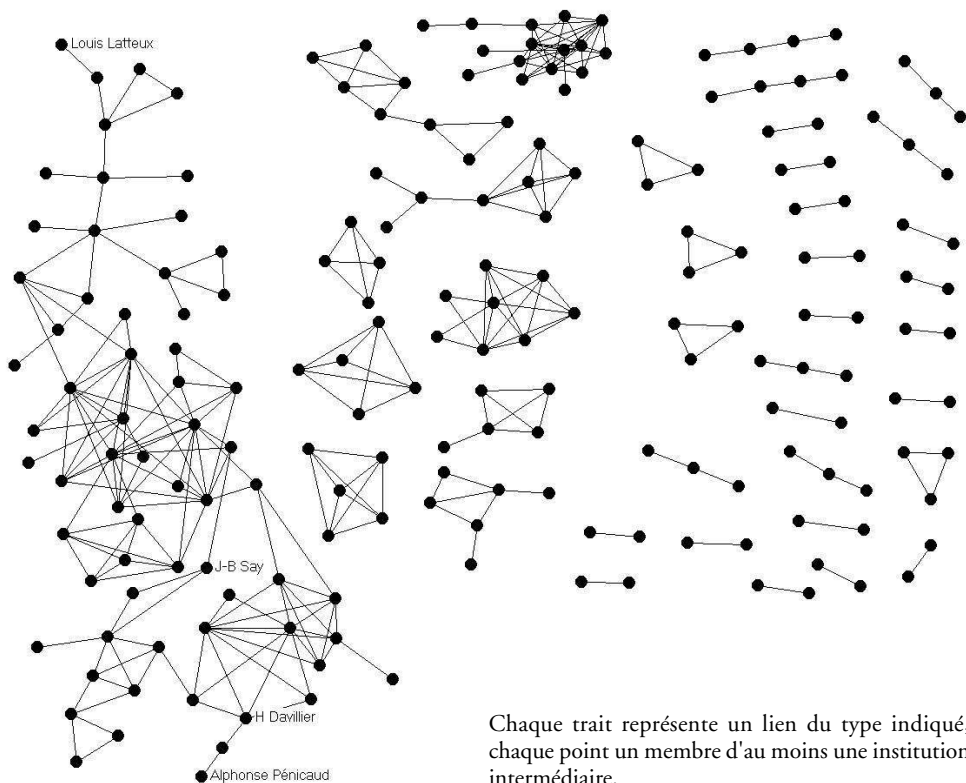
31. L'ajout de liens de sang de second degré modifie peu le tableau (on passe à 13 % de la population, en 42 groupes).

32. Un composant est un ensemble de points reliés de proche en proche.

Graphe 2a :
Liens père-fils
ou entre frères

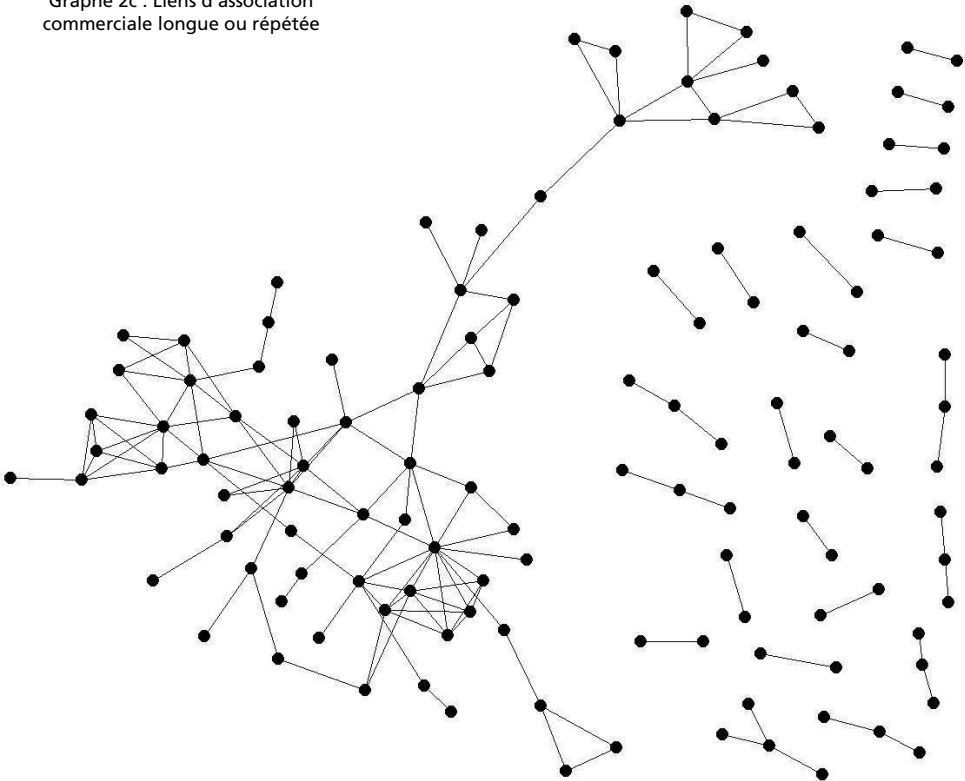


Graphe 2b : Liens de parenté (deux degrés) ou d'alliance

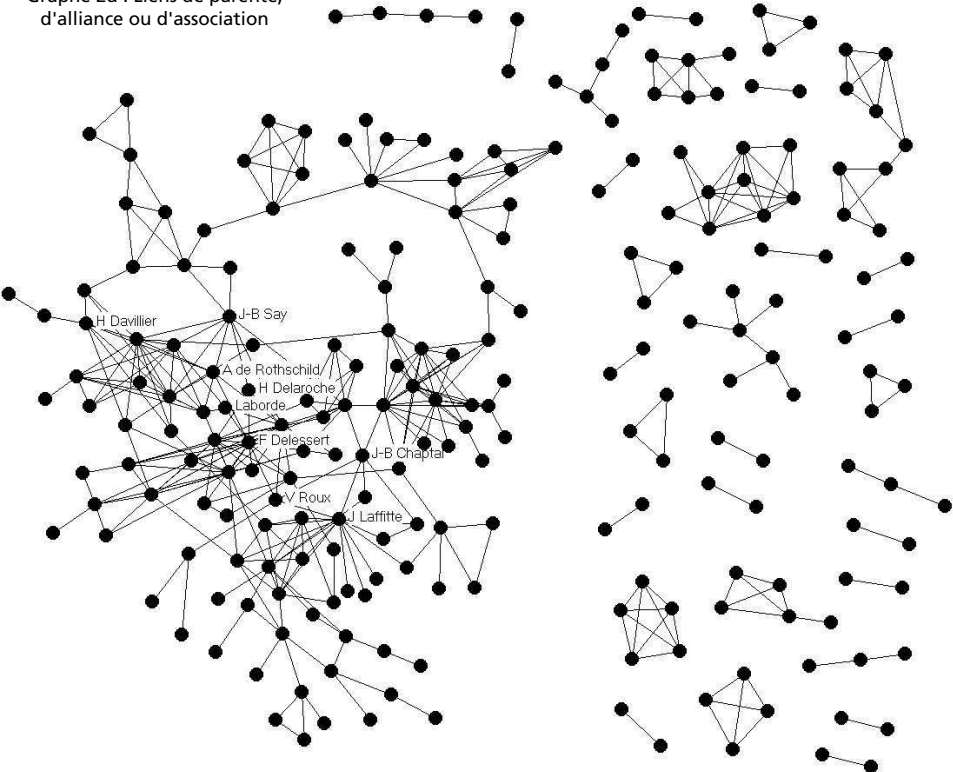


Chaque trait représente un lien du type indiqué,
chaque point un membre d'au moins une institution
intermédiaire.

Graphe 2c : Liens d'association commerciale longue ou répétée



Graphe 2d : Liens de parenté, d'alliance ou d'association



riats de formes différentes mais longs et/ou répétés et quelques cas où l'un était l'ancien employé de l'autre. Enfin, si l'on cumule tous ces types de liens (graphe 2d), on observe une répartition en trois ensembles : 586 isolés, soit 70 % de la population, qui ne sont pas représentés pour alléger les graphes, mais dont le poids est crucial pour l'interprétation ; 104 hommes (14 %) qui s'agrègent en petits groupes correspondant en réalité à une ou deux familles alliées et/ou à une entreprise ; et 132 autres (16 %) qui sont tous reliés de proche en proche en un gros composant, représenté à gauche sur le graphe.

Avant d'interpréter ces résultats, il faut rappeler que les liens entre les points (représentant des individus) sont la seule chose interprétable sur les graphes : chaque trait représente un lien privé qui est doublé par une appartenance commune au monde constitué par les cinq institutions étudiées (les liens privés hors de ce monde ne sont pas représentés, puisque les non-membres d'institutions ne le sont pas). La position d'un point à tel ou tel endroit de la feuille ne signifie rien en elle-même. Il faut aussi souligner que les graphes tendent souvent à donner une fausse impression de cohésion, d'abondance de liens, en particulier avec l'omission, ici, des isolés, largement majoritaires. Or la densité globale du réseau (part des liens dont on a pu attester l'existence par rapport à l'ensemble des liens possibles entre tous les individus) est très faible (1,5 %) : ce chiffre n'a guère de sens en lui-même (tout le monde ne peut certes pas être apparenté avec tout le monde), mais contredit utilement l'impression donnée par le graphe. Enfin, précisons que le type de configuration auquel on aboutit (un gros composant, des petits groupes et une majorité d'isolés) n'est en rien un produit « standard » de la méthode utilisée, mais bien un premier résultat (certes déterminé par la définition choisie pour les liens privés). On aurait très bien pu ne trouver que des isolés, ou encore 80 groupes de 10 personnes ou 10 groupes de 80 personnes. L'analyse de réseaux pointe donc la possibilité de décrire le corpus comme une structure tripartite caractérisée d'une part par la présence d'une majorité d'isolés, d'autre part par le regroupement de plus d'une centaine d'individus dans un même groupe. Elle indique ainsi que le cas de d'Henri Davillier, évoqué plus haut, est sans doute statistiquement exceptionnel, mais aussi qu'il se situe au cœur d'une configuration de liens bien plus large et peut-être digne d'intérêt. Mais elle ne nous donne pas les raisons de l'émergence de cette structure. Une description un peu plus précise et dynamique peut toutefois aider à élaborer des hypothèses qui complètent et affinent la compréhension plus qualitative de ce milieu.

Il faut tout d'abord se demander ce que peuvent signifier, pour les acteurs, des structures telles que les « gros composants » qui apparaissent sur ces graphes. Il serait dangereux d'en faire, sans autre forme de procès, des

groupes conscients d'eux-mêmes et munis d'une stratégie collective³³. Sans doute Latteux et Pénicaut, situés à deux extrémités de la chaîne d'alliances, ne connaissent-ils pas l'existence de ce lien très indirect. Il reste qu'on peut les relier de proche en proche sans sortir du monde des institutions intermédiaires, ce qui n'est pas possible pour d'autres. Il reste aussi que des témoignages comme celui de Gustave Roy montrent que des liens assez indirects peuvent se révéler efficaces ; c'est probablement d'autant plus le cas quand ils sont redondants (lorsque plusieurs « chemins » existent entre deux personnes), ce qui est largement le cas dans le « gros composant », très dense, du graphe 2d³⁴. *A minima*, le graphe pointe l'existence d'un milieu social densément irrigué à la fois par des liens familiaux, économiques et institutionnels. En contrepartie, les « isolés », il faut le souligner, ne sont pas des ermites. S'ils apparaissent isolés ici, c'est que leurs liens familiaux et économiques concernent des personnes qui ne sont pas membres des institutions étudiées : ils séparent leurs réseaux au lieu de redoubler leurs liens.

Ainsi, malgré leur présence commune au cœur du « gros composant », il serait absurde de conclure que deux grandes familles très présentes dans les institutions, les Davillier et les Delessert, partagent sur tous les plans les mêmes intérêts. En revanche, elles partagent des partenaires communs, comme les Rothschild ou Jean-Baptiste Say, et des alliés, comme les Delaroché ou les Laborde. Surtout, elles occupent toutes les deux une position sociale bien particulière, dont l'importance nous apparaît par différence, parce qu'elle cohabite avec une majorité d'isolés : ces deux familles sont au cœur d'un réseau cumulant liens privés et institutionnels. Si certaines familles agissent, dans certaines circonstances, en tant que groupes conscients et autonomes, voire rivaux, au sein même du « gros composant », les frontières entre elles ne sont pas insurmontables lorsqu'il s'agit de faire circuler, grâce à ces multiples liens superposés, des informations sur les réputations – ou même de s'allier face à l'extérieur.

La description d'un réseau de liens privés entre membres des institutions, réseau hiérarchisé entre un « gros composant », de plus petits groupes et une masse d'isolés, permet donc de mieux situer les cas particuliers et de constater que le poids potentiels de ces liens dans l'activité institutionnelle est sans doute, dans l'ensemble, plutôt limité. Pour affiner l'analyse, on peut d'abord tenter d'évaluer le poids des réseaux ainsi mis au jour sur les carrières individuelles ; d'autre part, en proposant une chronologie de la forme du réseau (qui n'était certes pas donnée dès 1800) et en la confron-

33. Voir Robert Descimon, « Réseaux de famille... », art. cité et Mustafa Emirbayer and Jeff Goodwin, « Network Analysis, Culture and the Problem of Agency », dans *The American Journal of Sociology*, volume 99, n° 6, 1994, p. 1411-1454.

34. Techniquement, ce composant a très peu de « points faibles » (*cutpoints* : des personnes qu'il suffirait d'éliminer pour briser son unité). De ce fait, cette structure est très « robuste » face à l'ajout de nouvelles données.

tant aux autres caractéristiques de ses membres (activité professionnelle, mandats détenus...), on peut tenter de comprendre les raisons qui conduisent à l'émergence, puis à la désagrégation du « gros composant ».

Des carrières individuelles déterminées par un capital relationnel ?

Si les « isolés » apparaissent majoritaires dans les institutions étudiées, ce qui invalide l'idée d'une influence massive des liens familiaux ou économiques sur leur recrutement, ce constat doit être affiné, dans la mesure où tous les membres ne pèsent pas également sur ces institutions, puisque la durée et la complexité de leurs carrières sont très inégales.

Le nombre de liens privés dans le monde des institutions dont dispose chaque individu et le nombre de mandats qu'il détient au cours de sa vie apparaissent clairement corrélés ; cependant, cette situation s'accommode de nombreuses exceptions. Ainsi, même si l'on se limite aux personnes ayant cumulé au moins trois postes institutionnels, plus de 20 % apparaissent isolées (tandis que la moitié appartiennent au « gros composant »). Disposer de nombreux liens privés préalables dans le monde des institutions, et encore plus dans le « gros composant », apparaît donc comme un atout. Plus précisément, pour les institutions (chambre de commerce, Banque de France) où l'on dispose de données suffisamment exhaustives sur les âges, on observe une éléction plus précoce des mieux connectés : il semble donc que, pour eux, la réputation liée au nom ou le lien privé direct avec des membres déjà en place aient pu dans une certaine mesure remplacer l'expérience qui leur manquait. Du fait de ces cumuls plus nombreux et/ou de ces entrées plus précoces, les carrières institutionnelles des membres « bien connectés » sont globalement plus longues – tout en accordant moins d'années à un tribunal de commerce très chronophage et moins prestigieux que les autres institutions, qui n'est pour eux qu'un passage obligé³⁵. Cependant, l'insertion par les liens privés ne représente pas un pré-requis absolument nécessaire pour une carrière dans les institutions intermédiaires parisiennes³⁶. D'autres manières de faire ses preuves sont seulement requises pour les « isolés » : longue expérience dans les institutions les moins prestigieuses ou, de plus en plus, expertise reconnue dans une profession particulière. Et lorsqu'il s'agit d'être réélu, on peut observer, en tout cas à la chambre de commerce, que les plus actifs au sein même de l'institution (les plus présents aux séances, ceux qui participent au plus grand nombre de commissions...) sont, en moyenne, significativement plus choisis que les autres, ce qui n'est pas le cas des hommes bénéficiant des liens privés

35. Voir Claire Lemerrier, « Les carrières des membres des institutions consulaires parisiennes au XIX^e siècle », dans *Histoire & Mesure*, volume xx, n° 1/2, 2005, p. 59-95.

36. Sur la substituabilité entre formes de capital, social, économique et culturel, voir Pierre-Paul Zalió, « Un monde patronal régional dans les années 1930. Une perspective configurationnelle », dans Bernard Convert [dir.], *Repenser le marché*, Paris, L'Harmattan, *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n° 41, 2003, p. 137-176.

les plus nombreux ³⁷. Le lien privé apparaît donc plutôt comme une aide à la première élection (palliant sans doute en partie un manque d'information sur les impétrants) que comme une garantie de longévité institutionnelle en un même lieu ; en revanche, il semble faciliter les carrières complexes.

Ainsi, si l'on ne peut nier que, globalement, « le capital aille au capital », puisque liens sociaux et postes institutionnels sont en partie concentrés chez les mêmes personnes, les trajectoires possibles sont en réalité diverses – diversité dont bénéficient sans doute les institutions elles-mêmes, en termes d'information et de légitimité représentative. Le cas particulier des successions directes à un siège confirme cette relative ouverture : même dans les institutions les plus riches en liens privés, elles sont rares. À la chambre de commerce, 6 % au plus des élections (20 cas, presque tous avant 1820) peuvent être décrites ainsi ; une bonne partie a lieu au sein de la famille/entreprise Davillier, peut-être la seule à mener une stratégie délibérée de présence continue : cas intéressant, on l'a vu, mais, donc, exceptionnel. On n'arrive qu'à 10 % au conseil d'escompte et 20 % à la Banque de France, la seule institution où l'argument du lien familial est ouvertement mentionné par les candidats face aux actionnaires ³⁸. Une élection amène donc plus de successions, et plus explicitement, que la nomination ou la cooptation pratiquées ailleurs. Contrairement à ce qu'une étiquette commune d'« archaïsme » pourrait laisser supposer, on peut penser en effet – rejoignant en partie les craintes exprimées par les contemporains quand ils établissaient des incompatibilités – que ceux qui cooptent connaissent assez les candidats pour valoriser leurs qualités personnelles, tandis que des électeurs nombreux et dispersés peuvent plus facilement s'en remettre à un « nom ».

« Haute banque » et dynamique du réseau

Qui sont donc ceux qui, placés au centre du réseau, dans son « gros composant », bénéficient des carrières les plus précoces et complexes ? Comment comprendre l'émergence de ce groupe cumulant liens privés et postes institutionnels, mais aussi son caractère finalement minoritaire et circonscrit à une période précise ? L'analyse de réseaux, loin de donner toutes les réponses, amène à se poser ces nouvelles questions, plus précises, sur les rapports entre familles et institutions. Pour y répondre, il faut compléter l'étude quantitative (en prenant en compte la chronologie et les autres caractéristiques des membres), mais aussi recourir à des éléments de contexte plus variés ³⁹.

37. Au contraire, Carola Lipp, « Kinship Networks... », art. cité, p. 355, observe des réélections plus fréquentes des conseillers municipaux disposant de liens familiaux parmi leurs pairs. Il s'agit d'un élément qu'il serait particulièrement intéressant de comparer entre des terrains plus variés.

38. Alain Plessis, *Régents et gouverneurs...*, ouv. cité, p. 38-40.

39. Ils sont en partie développés (en particulier pour ce qui concerne la spécialisation institutionnelle) dans Claire Lemerrier, *Un si discret pouvoir...*, ouv. cité.

Au sein du « gros composant », il est assez facile de reconnaître presque toutes les familles de la « haute banque »⁴⁰ ; mais elles n'y sont pas seules. Si on se fonde sur les données les plus exhaustives sur les activités économiques des membres, celles qui concernent la chambre de commerce, on observe que les banquiers sont très surreprésentés dans ce composant et disposent de bien plus de liens par personne que les autres⁴¹. Mais, des 69 membres de la chambre qui font partie du « gros composant », la moitié seulement sont banquiers. D'autres activités apparaissent soit en périphérie, soit comme « ponts » entre des familles de banquiers. Toutes les mesures d'« intermédiation »⁴² distinguent ainsi Vital Roux, Jean-Baptiste Say et Jean-Baptiste Chaptal, le fils du ministre : trois hommes dont les liens directs touchent au cœur du réseau et qui, plutôt marchands ou industriels que banquiers, ont surtout joué un rôle dans l'économie politique et/ou le saint-simonisme. Le fait que le « réseau de la haute banque dans les institutions » soit aussi uni par et autour de ces personnages et inclue des marchands de fers, de bois ou de vins permet de nuancer notre vision de ce milieu social et de ce qui s'y échange. Les banquiers, dont les intérêts économiques sont fort variés, ont d'ailleurs tout intérêt à ne pas s'unir qu'entre eux.

Une description plus dynamique du réseau permet de dater leurs investissements institutionnels. Représenter l'évolution d'un réseau reste un défi, mais répartir les membres en cohortes⁴³ permet déjà quelques hypothèses. De l'une à l'autre, la part des isolés dans le réseau d'ensemble augmente régulièrement, cette évolution touchant tous les types de liens, familiaux ou économiques, forts ou faibles⁴⁴. On peut donner une image globale de cette chronologie du réseau en prenant en compte seulement les liens internes à la première cohorte, celle des « membres fondateurs » des institutions, puis en y agrégeant progressivement les nouveaux arrivants (graphes 3a à 3d). À l'origine, le réseau des liens privés et celui des liens institutionnels sont peu superposés (c'est cette superposition que décrivent les graphes) : les premiers membres ont été choisis dans des familles et des entreprises relativement diverses. Après les entrées de 1804-1831, en revanche, le « gros composant » a déjà pratiquement sa forme définitive et les deux tiers de ses effectifs. Cette structure émerge donc pendant cette période, à la fois du fait de la création

40. Si l'on prend en compte les familles de la « première génération » définie par Louis Bergeron, *Les Rothschild et les autres. La gloire des banquiers*, Paris, Perrin, 1991, 201 p.

41. On a seulement 12 % de banquiers isolés, contre la moitié des autres professions, et des liens privés en moyenne avec plus de cinq personnes différentes pour les banquiers, contre moins de deux pour les autres (parmi les membres de la chambre de commerce, soit 164 personnes).

42. Caractéristique d'un individu qui connecte deux groupes qui seraient sans cela isolés, ou presque.

43. Elles sont délimitées par des événements politiques qui correspondent à des changements de mode de nomination dans les institutions.

44. Pour ne prendre que deux exemples, plus de 17 % des membres entrés entre 1785 et 1803 disposent d'au moins un lien père-fils ou entre frères avec d'autres membres entrés en même temps ou ensuite, tandis que seulement 8 % de ceux entrés entre 1849 et 1871 ont au moins un tel lien avec un contemporain ou un aîné. Pour les liens d'association économique, les chiffres passent de 33 % à 7 %.

de nouveaux liens d'alliance ou d'association et de l'arrivée dans le monde des institutions d'hommes qui créent des ponts entre les groupes préexistants. Le milieu qui se bâtit autour de la haute banque (et des économistes, qu'ils soient proches de J.-B. Say ou de Saint-Simon) gagne en cohésion en même temps qu'il investit les institutions intermédiaires, à une période où celles-ci stabilisent leurs attributions. Au contraire, les deux périodes suivantes voient arriver dans les institutions d'une part plus d'isolés, d'autre part des hommes comme Ernest Feray, des héritiers, en périphérie du « gros composant », qui n'en modifient pas la structure, se contentant d'en étoffer les effectifs et d'en rendre les liens internes plus redondants.

Cette évolution d'ensemble se confirme si l'on choisit plutôt des « gros plans » sur des dates précises, ne prenant en compte que les hommes simultanément en poste⁴⁵. Cette méthode met en évidence la décroissance dans le temps des liens privés au sein de chaque institution, à une exception près : le conseil général de la Banque de France, où ils demeurent assez fréquents même sous le Second Empire. De tels gros plans permettent de discuter de l'action possible de « groupes de pression » dans les institutions. On a vu que la densité du réseau des liens privés était globalement faible, mais, à certaines dates et dans certains lieux, ils peuvent sans doute peser. En 1823, une chaîne de 23 hommes, autour des réseaux saint-simoniens (qui sont donc doublés par des liens à la fois privés, ici plutôt économiques, et institutionnels), tient ainsi huit des dix-huit sièges du conseil général de la Banque de France et six des quinze sièges de la chambre de commerce et y pèse sans doute, sur les questions de canaux par exemple. On ne retrouve plus de phénomènes aussi massifs sous le Second Empire.

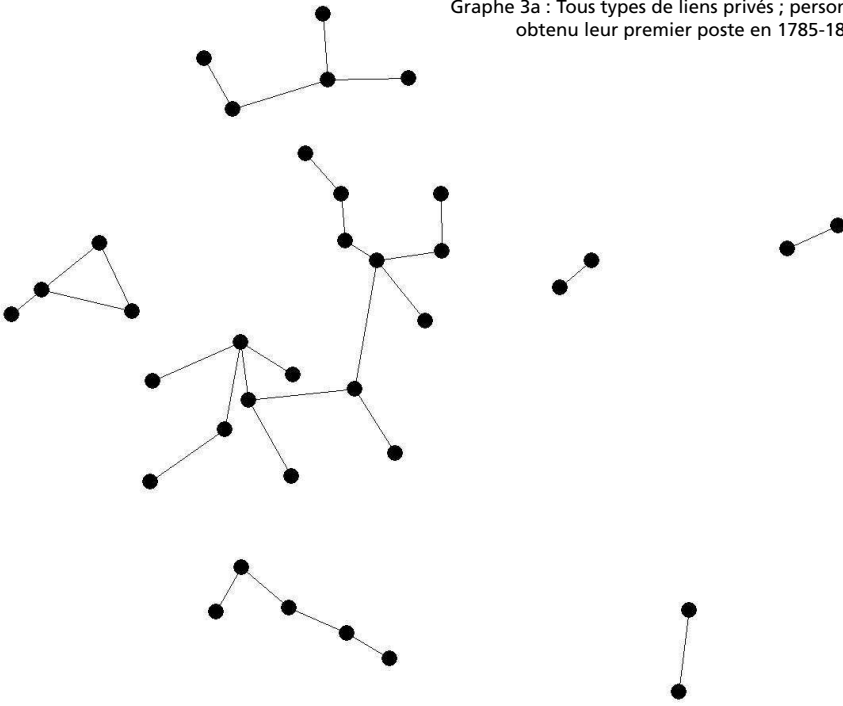
Ainsi, si l'étude exhaustive des liens met d'abord en avant le poids des non-liens, ce constat se nuance selon les institutions et les périodes. S'il est clair que les hommes de la « haute banque »⁴⁶ n'étaient pas assez nombreux pour tenir tous les postes à tout moment, c'est surtout une évolution des stratégies institutionnelles de ce milieu qui apparaît. En effet, si les liens privés et institutionnels peuvent souvent se renforcer mutuellement, il peut aussi être intéressant de les séparer, voire de n'investir que dans les liens privés, dans certaines circonstances. Loin d'exprimer une quelconque fatalité historique de type individualiste ou d'être liée de façon simple aux nouveaux modes d'élection ou de nomination au sein des institutions, la déstructuration progressive du réseau après 1848 (avec l'arrivée d'une proportion de plus en plus importante d'« isolés ») paraît être le résultat agrégé de telles stratégies.

Plus précisément, on peut faire l'hypothèse d'une concentration des

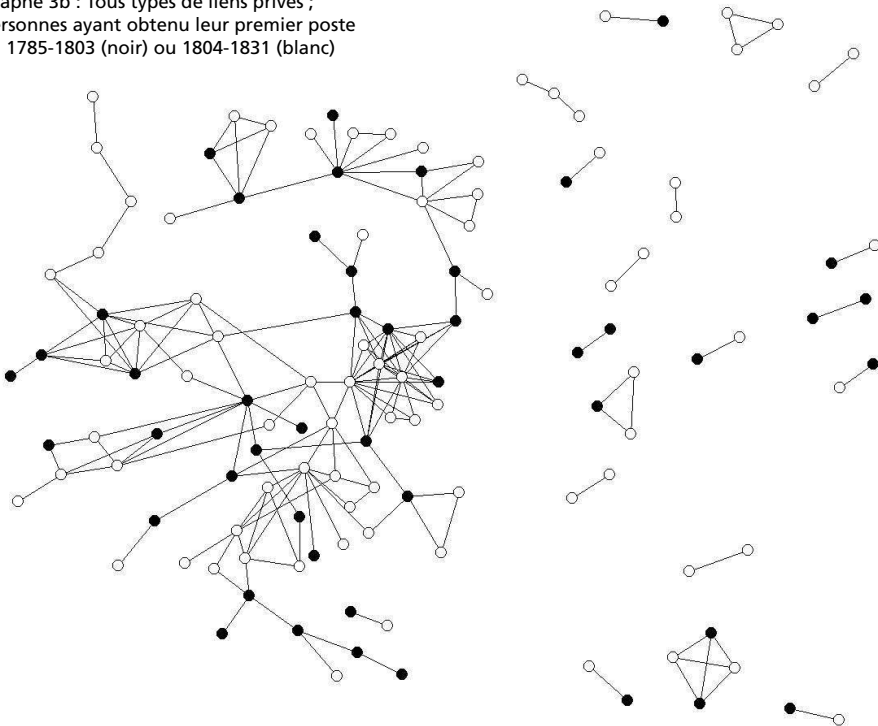
45. On ne peut fournir ici les (nombreux) graphes correspondants.

46. Telle que définie ici, de façon relationnelle, par l'appartenance au « gros composant ». Il est de toute façon impossible de fournir une définition objectiviste de ce milieu, relativement mouvant même si ses grands pôles sont bien identifiés.

Graphe 3a : Tous types de liens privés ; personnes ayant obtenu leur premier poste en 1785-1803

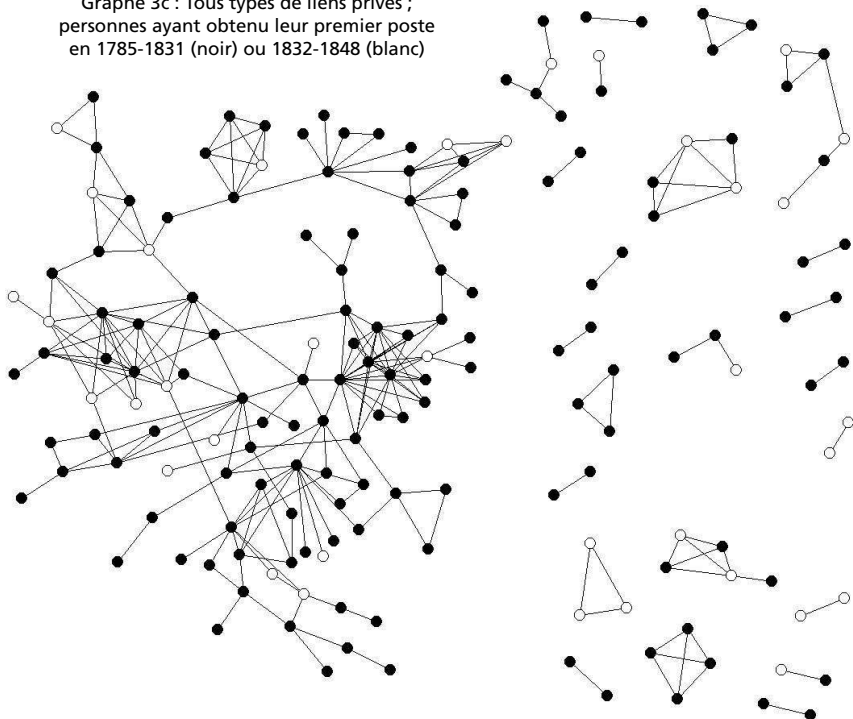


Graphe 3b : Tous types de liens privés ; personnes ayant obtenu leur premier poste en 1785-1803 (noir) ou 1804-1831 (blanc)

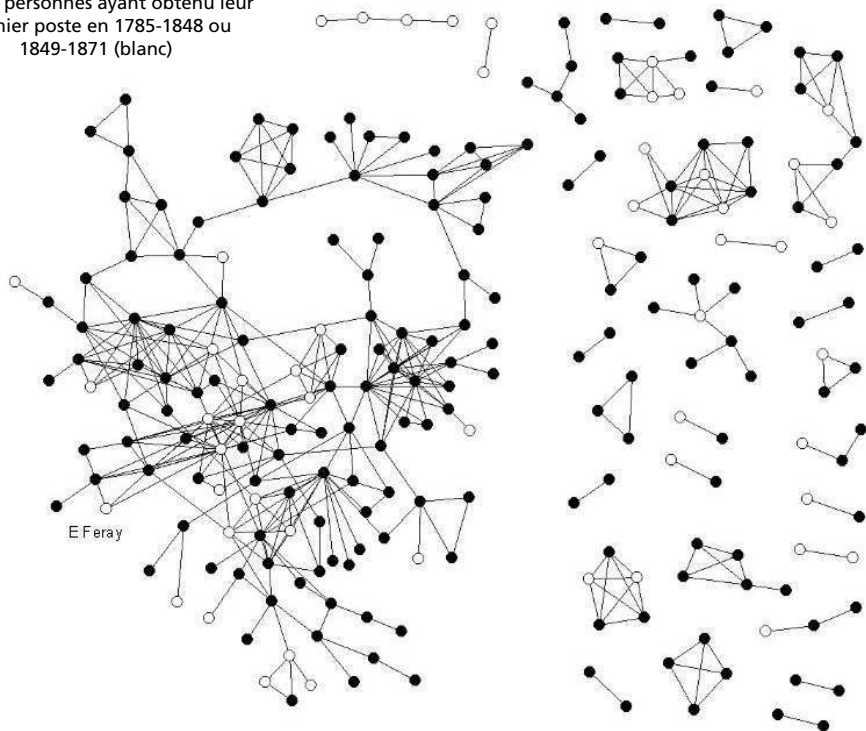


Chaque trait représente un lien de parenté, d'alliance ou d'association économique, chaque point un membre d'au moins une institution intermédiaire. Effectif total des entrants en 1785-1803 : 92 hommes ; en 1804-1831 : 253 hommes.

Graphe 3c : Tous types de liens privés ;
personnes ayant obtenu leur premier poste
en 1785-1831 (noir) ou 1832-1848 (blanc)



Graphe 3d : Tous types de liens
privés ; personnes ayant obtenu leur
premier poste en 1785-1848 ou
1849-1871 (blanc)



Chaque trait représente un lien de parenté, d'alliance ou d'association économique, chaque point un membre d'au moins une institution intermédiaire. Effectif total des entrants en 1832-1848 : 275 hommes ; en 1849-1871 : 294 hommes.

investissements institutionnels de la « haute banque » sur la Banque de France – investissement d’ailleurs plus vorace en temps qu’auparavant, puisqu’il ne s’agit plus au premier chef de la Banque de Paris, mais d’un établissement à l’administration de plus en plus complexe –, aux dépens d’autres institutions dont le pouvoir s’est circonscrit au local et spécialisé⁴⁷. Les recherches sur le travail réel des membres de la chambre de commerce et du conseil général de la Banque montrent d’ailleurs que les représentants du « gros composant » s’investissent de moins en moins dans la première, se contentant – et encore – d’y faire acte de présence, alors qu’ils sont les plus actifs des régents sous le Second Empire⁴⁸. Au contraire, au début du siècle, dans un contexte de reconstruction et donc d’incertitude institutionnelle, avec des attributions en matière de régulation économique souvent définies de façon laconique par des décrets et changeantes dans la pratique, il avait pu paraître intéressant pour de grandes familles ou entreprises de chercher à être présentes dans toutes les institutions intermédiaires (elles s’investissaient même, alors, plus que les autres dans les séances et commissions de la chambre de commerce).

On peut également penser que l’ouverture, dès la monarchie de Juillet, de carrières plus directement politiques (députation, ministères, avec des symboles comme Jacques Laffitte ou Casimir Perier, figures éminentes du « gros composant » évoqué ici) pour les hommes de la banque les a incités à quitter certaines institutions intermédiaires, créant un appel d’air pour des hommes nouveaux, moins proches les uns des autres du point de vue des liens privés. Ajoutons que la multiplication des autres lieux et moyens d’information (des journaux économiques aux commissions *ad hoc* créées directement dans tel ou tel ministère, en passant par les chambres syndicales elles-mêmes) a sans doute donné moins d’intérêt, de ce point de vue, à un investissement institutionnel qui pouvait permettre, dans les premières décennies du siècle, de savoir ce qui se passait, en matière de crédit, d’état de l’industrie ou de décisions ministérielles, autant que de réguler l’économie.

Ces hommes nouveaux plus souvent « isolés » suivent en tout cas des *cur-sus* différents, dont celui de Gustave Roy est un bon exemple, et qui les amènent plus rarement à cumuler ou à tenir successivement des postes au sein des cinq institutions étudiées ici⁴⁹. En fait, c’est le système global de liens entre ces institutions, à la fois liens privés et circulation de membres, qui se dissout dans les années 1860 après s’être construit sous la Restauration. Les

47. Voir Claire Lemerrier, « Devenir une institution locale. La chambre de commerce de Paris face à l’exception parisienne au XIX^e siècle », à paraître dans *Revue d’histoire moderne et contemporaine*; les travaux de Stephen Sawyer sur le conseil municipal aboutissent à la même chronologie.

48. Claire Lemerrier, *Un si discret...*, ouv. cité, chap. 3, et Alain Plessis, *Régents et gouverneurs...*, ouv. cité.

49. Pour n’en donner qu’un indicateur, si le tiers des personnes entrées dans une des cinq institutions en 1785-1803 a cumulé dans sa carrière au moins deux postes différents, ce n’est plus le cas que de 12 % de celles entrées en 1849-1871.

hommes nouveaux, disposant en priorité d'une légitimité syndicale, ont de ce fait des réseaux disjoints : ils sont les représentants de professions variées et non plus d'un milieu densément relié – malgré la diversité de ses activités et ses rivalités internes – comme celui de la « haute banque ». Entre ces deux modèles, la transition fut toutefois très progressive : certains membres de la haute banque, avec des carrières institutionnelles longues de plus de 40 ans, étaient encore bien présents à la fin du Second Empire, et les « isolés » n'avaient jamais été absents des institutions. Maintenir une certaine diversité d'origines en leur sein était d'ailleurs sans doute dans l'intérêt de tous, dans la mesure où cela permettait de maximiser l'information disponible ⁵⁰.

Il reste qu'au début de la Troisième République, certes loin d'être dépourvus de familles ou d'associés, les membres des institutions intermédiaires parisiennes ne partagent plus guère entre eux de liens privés et qu'on envisage difficilement, en leur sein, des coalitions sur ces bases. Ce n'est pas que les liens privés n'importeraient plus (de façon générale), ou bien qu'aucun lien extra-institutionnel ne jouerait plus. Mais les liens qui importent vis-à-vis des institutions intermédiaires sont désormais plutôt ceux que créent les chambres syndicales, les alliances à l'échelle d'une profession, et non plus d'une famille ou d'une entreprise ; de ce fait, il s'agit de liens entre un membre d'institution intermédiaire et ses mandants, plus qu'au sein de ces institutions, devenues représentatives de mondes plus variés et distincts qu'auparavant.

Ce changement est lié à celui des modes de travail des institutions : la spécialisation accélère la « fuite » de la haute banque, mais celle-ci a pu être première, liée à d'autres choix de priorités. L'évolution du poids global des liens privés entre membres d'institutions peut ainsi être comprise si l'on envisage des stratégies en partie collectives (mais probablement assez peu concertées) d'investissement institutionnel qui changent au cours du siècle en fonction de ce que font les institutions, ou plutôt en fonction de l'influence potentielle que leur prêtent ceux qui pourraient en devenir membres. Ces phénomènes sont évidemment cumulatifs, dans la mesure où stratégies et structure des positions institutionnelles s'influencent mutuellement de manière dynamique. Ainsi, dès lors que la « haute banque » s'investit moins dans telle ou telle institution (parce que de meilleurs postes s'ouvrent ailleurs ou parce que cette institution demande beaucoup de travail en échange d'une influence trop faible, trop locale ou trop sectorielle), des hommes nouveaux peuvent l'investir, qui renforceront sa spécialisation : c'est ce qui semble se passer à la chambre de commerce sous le Second Empire.

50. De façon similaire, Simona Cerutti, *La ville...*, ouv. cité, p. 105, souligne que la cohésion d'une institution peut se fonder sur son hétérogénéité.

CONCLUSION

C'est en faisant dialoguer des sources et des méthodes de traitement variées autour d'une question au départ très générale, celle de l'influence des liens privés sur les institutions intermédiaires parisiennes, qu'on a pu progressivement spécifier ce questionnement et proposer des éléments de description, voire d'explication de l'évolution du poids de ces liens. Si l'image dominante chez les contemporains d'institutions toujours menacées par de petits groupes soudés et influents en sort fortement nuancée, on peut aussi comprendre la genèse d'une telle image, dans la mesure où un groupe très dense en liens de toutes natures, autour de la « haute banque », a en effet pesé fortement sur ces institutions au moment de leur construction, en particulier sous la Restauration. Il ne fut néanmoins jamais hégémonique, et d'autres acteurs, avec d'autres stratégies, dominèrent dans la seconde moitié du siècle, ne conduisant pas aux mêmes recoupements entre liens privés et activités institutionnelles. On a ainsi pu observer la naissance de nouveaux *cursus*, dans un monde où les institutions intermédiaires se spécialisent et où les syndicats pèsent de plus en plus, avant même d'être officiellement autorisés – avec tout ce que cela implique en termes de redéfinition des compétences et des légitimités, autour des notions d'expertise et de représentativité.

Les résultats de cette étude ne sont évidemment pas généralisables : la situation parisienne est probablement très spécifique, ne serait-ce que par le poids de cette « haute banque » très tôt liée aux économistes et présente dans les institutions politiques nationales. Toutefois, la stratégie d'étude proposée ici – comme celle, très proche, mise en œuvre par Carola Lipp – est applicable ailleurs. En définissant clairement les liens et les populations étudiés, ou encore les phénomènes que l'on cherche à mesurer (successions, carrières accélérées ou allongées, poids d'un groupe à un moment donné...), on peut aboutir à des résultats comparables qui permettraient de mieux comprendre comment se négocient les frontières entre liens privés et action publique, à une période où s'affermissent les normes sociales modernes qui visent à séparer ces domaines.

Déjà dans le cas parisien, prendre en compte différentes institutions intermédiaires – celles étudiées ici, ou encore les conseils de prud'hommes ou les chambres syndicales, qui relèvent de logiques différentes – permet de mettre au jour des logiques de fonctionnement variées et changeantes. La découverte de ce monde d'institutions intermédiaires, « à distance des institutions publiques et des arrangements privés », a été un important apport de la recherche historique de ces vingt dernières années, comme le rappelle l'article d'Alain Cottureau dans le présent numéro. Il reste maintenant à observer plus précisément comment se structurent ces institutions ou ces

« espaces publics intermédiaires », plus ou moins ouverts, pérennes, structurés, reconnus selon les lieux ou les secteurs, puisque, précisément, ils ne relèvent pas d'une organisation générale uniforme.

*Claire Lemerrier est chargée de recherche au CNRS,
Institut d'histoire moderne et contemporaine*